

Associations et collectifs d'artistes font vivre un festival d'événements hors des circuits institutionnels. Et créent un foisonnement culturel inouï proche des habitants, en mêlant subvention et débrouille.

DES FRICHES ET DES ÊTRES

À l'Usine Pillard, une forêt de sculptures en osier incorporant des objets trouvés pend au plafond de l'ancienne fabrique métallurgique, convertie en friche culturelle. Elles ont été réalisées par des artistes dits « occasionnels » du quartier Bon-Secours, l'un des plus pauvres de Marseille, dans le cadre d'un projet d'« art contemporain collaboratif » animé par un des dix collectifs occupant le lieu avec un bail précaire : Les Pas Perdus. « On aime chercher l'élégance dans les choses de peu », résume le plasticien d'origine mauricienne Guy-André Lagesse, qui copilote le groupe. Plus au centre, sur le festif cours Julien, le Vidéodrome, à la fois bistrot, vidéoclub et cinéma alternatif, propose des projections de films militants et d'art et essai, tandis qu'une foule joyeuse écluse des pintes de cervoise locale sur sa terrasse. Les séances y sont à prix libre, dans une logique non pas « de bénéfice mais d'hospitalité ». « Les gens donnent en général entre cinquante centimes et cinq euros », note un membre de l'équipe. En contrebas, dans une ruelle discrète, entre Vieux-Port et rue d'Aubagne, un autre établissement interlope nous entrouvre sa grille : le Non-Lieu, cabaret expérimental tenu par la chanteuse et comédienne Nini Dogskin. « Le Non-Lieu ne prend pas la carte [bancaire] », est-il précisé. En revanche, pour entrer, il faudra payer une adhésion. C'est d'ailleurs à cela qu'on reconnaît un amateur de sorties à Marseille : au nombre de cartes d'adhérent qui s'entassent dans ses poches au fil de la saison. Beaucoup de lieux ne possédant

pas de licence pour servir de l'alcool, voire d'autorisation à recevoir du public, ils contournent l'écueil en demandant à leurs usagers de s'affilier à une association prétexte.

Voilà donc trois exemples, parmi des centaines d'autres, de ce qui fait l'effervescence culturelle dans la cité phocéenne. Car ici, à la différence des autres métropoles françaises, la culture n'est pas tant portée par de gros équipements labélisés au plan national que par une myriade de structures souterraines plus ou moins fragiles, faiblement professionnalisées, qu'à défaut de définition unifiée, on pourra ranger dans la case des « lieux intermédiaires et indépendants », pour reprendre un intitulé entré dans la loi. Une culture plus proche du citoyen que de l'institution, identifiable à ces quatre traits récurrents : elle niche souvent dans des friches ; travaille « en porosité » avec les habitants, dans une logique aussi sociale qu'artistique ; cherche au maximum à s'affranchir des pouvoirs publics – tout en en acceptant volontiers les subventions ; et flirte allègrement avec l'illégalité.

Rien d'étonnant finalement pour Marseille, cité rebelle, historiquement allergique à toute forme de centralisation. « Il y a ici une vraie culture de la résistance », confirme Emmanuelle Gourvitch, au Comptoir de la Victorine. « Moi qui viens de Lyon, ville on ne peut plus institutionnelle, cela me change ! » Installée avec d'autres dans cet ancien comptoir à épices, dans le quartier ultra précarisé de Saint-Mauront, sa compagnie de théâtre L'Art de vivre a parfois été menacée d'expulsion. Mais pour elle, « si on veut de la démocratie culturelle, il faut accepter qu'il y ait des lieux qui échappent aux experts et aux labels. Bien sûr, je défends le service public de la culture, mais il ne doit pas tout couvrir. »

Autre facteur explicatif : la présence d'un foncier bon marché, ce qui permet à des artistes précaires de se loger à bas coût, de s'offrir des locaux pour répéter, des terrains vagues où bricoler des machines géantes. La ville, avec cette poésie du chaos qui habite ses paysages, ses popula- »

Par Sébastien Porte

Photos Olivier Metzger pour Télérama



Des œuvres créées
avec le collectif
Les Pas Perdus, l'une
des dix structures
qu'abrite l'ancienne
usine Pillard.



La compagnie de théâtre L'Art de vivre est installée dans un ancien comptoir à épices à Saint-Mauront, un quartier ultra précarisé.

» tions en perpétuel mouvement, devient source d'inspiration. Sans parler du climat « qui permet de créer toute l'année en extérieur », confie un graffeur, Germain Prévost, alias Ipin, croisé à la Cité des arts de la rue. Et puis il règne à Marseille une forme de sociabilité très spécifique, « à la fois urbaine et villageoise », ajoute l'anthropologue Michel Peraldi ³. Elle forme un « humus » fertile pour l'émergence de milieux créatifs, lesquels deviennent à leur tour un terrain où germeront les colères sociales, comme on l'a vu en 2018 avec le mouvement né de l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne, ou en 2020 avec le Printemps marseillais, qui a mis fin au mandat de Jean-Claude Gaudin après vingt-cinq ans de règne.

La vague a d'abord été impulsée par la politique volontariste de Robert Vigouroux (maire de 1986 à 1995), qui avait attiré de nombreux entrepreneurs culturels, alléchés par ce qui apparaissait alors comme un eldorado à conquérir. Puis par l'ouverture en 2001 de la ligne TGV qui a mis Marseille à environ 3 heures de Paris. Et enfin par cette grande

fête qu'a été « Marseille-Provence, capitale européenne de la culture », en 2013. Mais n'allez pas dire à Peraldi, comme on l'entend çà et là, que cette vitalité serait le fait d'intermittents parisiens venus peupler en masse le quartier branché de La Plaine. Cette idée est « une fiction, une rumeur de promoteurs ». En 2018, relève-t-il, seules 17% des transactions immobilières en centre-ville étaient conclues avec des habitants d'Île-de-France, dont une part importante relevait de la spéculation, et ne se traduisait pas par des déménagements. « Il y a une manie très marseillaise de voir tous les gens venus d'ailleurs comme des Parisiens. » S'il ne nie pas l'existence d'une « petite mode » qui rend la ville attractive – on a parlé dans les années 1990 d'une « movida » à l'espagnole – son dynamisme créatif reposerait avant tout sur cette catégorie qu'il nomme le phénomène des « collègues » : « Des petites bandes issues des mondes populaires marseillais, enfants de chômeurs, d'employés, de profs, qui se sont connus à la maternelle, ont fait quelques études, et continuent de se fréquenter tout au long de leur vie. » Et le chercheur d'invoquer aussi le rôle de l'économie informelle, présente de longue date dans la vie de la cité. « Les dockers qui sortaient des tas de trucs du port, les revendaient, les troquaient... ». Cette tradition de la débrouille imberberait aujourd'hui les pratiques de la « jeunesse créative précaire ». Cyril Tomas-Cimmino, organisateur du festival d'électro Le Bon Air, préfère, lui, balayer le débat d'un revers de main : « La scène est riche parce qu'elle est ouverte sur le monde. Elle se bat pour les égalités, la diversité, les droits culturels. On s'en fout qu'elle soit portée par des gens venus de Paris ou d'ailleurs. Si elle se passe à Marseille, elle est marseillaise, point. »

Frondeuse, la nébuleuse culturelle n'en reste pas moins soumise à la dure loi de l'attribution des aides publiques. Et l'équation génère souvent des frustrations. « La tartine est grande, la confiture est donc étalée très fine, métaphorise Noémie Behr, du Bureau des guides, collectif qui organise des randonnées axées sur la culture et le paysage. Mais plus qu'une concurrence, cela crée un sens du bricolage, de la ruse et des réseaux informels. » Sa voisine à l'Usine Pillard, Dorine Julien, directrice de production des Pas Perdus, dénonce pour sa part l'écart abyssal entre les 2,9 millions d'euros annuels alloués par la Ville à la Friche la Belle de Mai et les 34 000 euros de son association. Elle a chiffré le travail bénévole que les occupants du site ont dû accomplir à leur arrivée pour le nettoyer et l'aménager : 370 000 euros. Cependant qu'à l'Hôtel de Ville, Jean-Marc Coppola, adjoint à la Culture, se félicite d'avoir élargi de « cent cinquante » le nombre d'associations éligibles aux subventions et « légèrement augmenté » le budget dont il a la charge. Mais admet que l'objectif de campagne qui était de « doubler le montant » de ces aides n'a pas été tenu. « Notre priorité, c'est la rénovation des écoles. L'action publique a été totalement niée pendant toute l'ère Gaudin, aujourd'hui on ne peut faire que réparer », se justifie l'élue PCF. Qui assume avoir pour principe de « ne pas financer l'événementiel ». Mais dit militer pour cette pluralité qui fait la sève de la culture du cru : « On m'a parfois demandé de regrouper les festivals de cinéma en un seul, mais je préfère avoir plein de petits festivals qui sont à l'image de la ville – Festival du cinéma espagnol, Rencontres des cinémas arabes... –, plutôt qu'un gros festival vitrine qui ne signifie rien et plomberait tous nos moyens. »

«Jean-Marc Coppola est un excellent élu, profondément attaché à l'aspect social des choses, répond Cyril Tomas-Cimmino, déplorant que son festival électro ne reçoive aucun subside de la Ville ni du Département. Mais après un quart de siècle d'hibernation en matière d'action culturelle, la scène émergente reste dans l'angle mort des politiques. Y compris de la nouvelle mairie. Si les acteurs de cette scène ne sont pas soutenus de façon immédiate, ils resteront éphémères et ne pourront pas se professionnaliser.»

Et ce processus, qui tend, de gré ou de force, à se passer de l'aide publique, a son revers : la tentation de la privatisation. Pour libertaire qu'elle soit, la contre-culture marseillaise peut se révéler très libérale dans ses moyens, à l'exemple du Talus, ensemble hybride près de la Timone, le long d'une voie de chemin de fer. Mixant concerts, cantine bio, poulailler, jardins partagés et cours de permaculture, il est soutenu par un éventail de partenaires privés, tels Veolia, Auchan ou Carrefour. Un risque «d'entre-soi», aussi, comme le souligne Pierre Sauvageot. Ce compositeur de musiques singulières, arrivé à Marseille en 1997 avec son spectacle de rue *Allegro Barbaro*, puis nommé en 2001 directeur de Lieux publics (poste qu'il quittera fin 2022), incarne, lui, la normalisation aboutie d'un champ disciplinaire qui brillait à l'origine par sa marginalité. «Je fais partie d'une génération où les artistes montaient eux-mêmes leurs propres institutions.» Prêchant pour sa paroisse, il concède à ces lieux «de belles initiatives», mais avec «la limite d'un public consanguin, qui ne viendrait que pour boire des coups et retrouver des copains».

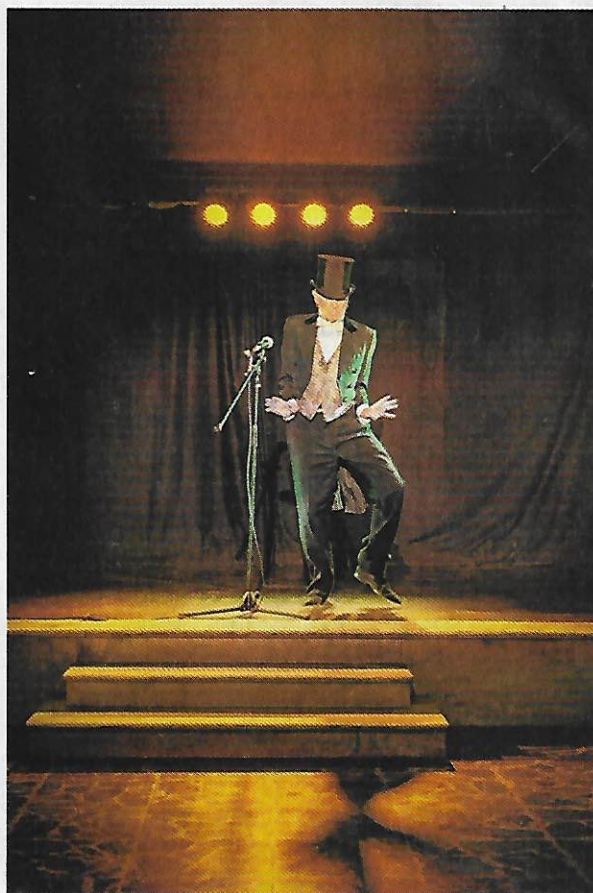
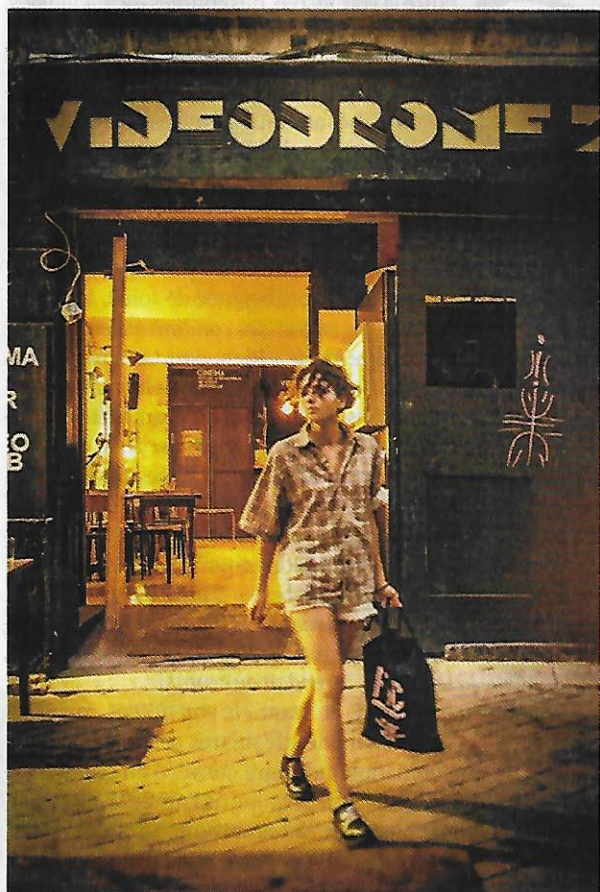
Reste que le cœur battant de la créativité phocéenne palpite bien sur ces chemins de traverse peuplés d'anonymes, d'invisibles, de «collègues» passionnés, à l'écart des autoroutes institutionnelles. Tous s'accordent pour le reconnaître. Jusqu'à Aix-en-Provence, dans les bureaux ouatés de la Direction régionale des affaires culturelles. «Il se passe à Marseille énormément de choses qui fonctionnent sans que les pouvoirs publics s'en mêlent, constate Christophe Ernoul, conseiller pour les musiques actuelles. Certains lieux que je ne citerai pas, car ils sont dans la plus parfaite illégalité, sont des endroits jouissifs. Là s'opère la vraie création, celle qui sort des tripes, et pas dans les lieux cossus accompagnés par l'État. Ils réussissent à faire émerger des artistes de talent qui nous échappent complètement.» Le fonctionnaire salue aussi le travail de tiers-lieux comme les Ateliers Jeanne Barret, dans le quartier des Crottes, ou le Couvent Levat, dans celui de la Belle de Mai. «Ils essaient de combler des manques là où la collectivité a échoué, dans des no man's land où aucune politique sociale n'a réussi : la vie renaît, les habitants se réapproprient leur quartier, cela règle des problèmes de sécurité.» Marginale, la scène marseillaise ? Oui, mais avec une position centrale dans les enjeux d'aujourd'hui ●

1 Faire son nid avec ce que l'on trouve, du 25 août au

17 septembre, à la bibliothèque Les Méjanes d'Aix-en-Provence.

2 825 associations culturelles employeuses recensées à Marseille (Cress Paca, 2021), et 1 018 entreprises culturelles du secteur marchand pour 4 172 salariés (Insee, 2020).

3 Auteur avec Michel Samson de *Marseille en résistances* – Fin de règnes et luttes urbaines (éd. La Découverte, 2020).



Le Vidéodrome, un bistrot et cinéma alternatif, et le Non-Lieu, un cabaret expérimental, animent le centre de la ville.